



Pourquoi toujours agir après la tempête?

JEUNES ET POLITIQUE • Paradoxe: la plupart des jeunes boudent les urnes alors que ce qui en sort conditionne leur avenir. Pour les encourager à s'investir davantage dans (et pour) la société, une association vient d'être créée.



Des jeunes engagés en politique, ça existe. Ici l'assemblée de la Fédération suisse des parlements de jeunes, tenue il y a quatre ans à Fribourg. VINCENT MURITH-A

KESSAVA PACKIRY

«La démocratie, c'est nous.» Nous? Les jeunes, puisque c'est sur eux que le documentaire, proposé dimanche par «Histoire vivante», pose son regard. «La démocratie, c'est nous» parle de ces jeunes Européens, victimes d'une crise que traverse le Vieux-Continent. Privés d'avenir et de perspectives, ils s'investissent dans ces mouvements politiques et sociaux qui émergent, et qui tentent d'explorer de nouvelles solutions ou alternatives.

Et en Suisse? «J'ai voté le 9 février. Non pas pour moi: je vais avoir 70 ans. Mais pour les jeunes, pour leur avenir. J'aurais pourtant aimé qu'ils se rendent aux urnes ce jour-là», confie ce retraité fribourgeois, qui préfère la discrétion, mais qui résume ouvertement le problème. «Oui, il y a un réel désintérêt chez les jeunes de moins de 25 ans pour la politique et leurs devoirs civiques. Et je n'ai pas l'impression que l'on aille dans une direction qui améliore la situation», confie Romain Pilloud.

A 18 ans, cet apprenti employé de commerce est déjà bien impliqué dans la vie publique: membre du bureau de la Jeunesse socialiste vaudoise, il vient de prendre la présidence de l'Association romande pour la promotion de l'engagement civique (ARPEC). Créée le 22 février, cette association entend justement encourager la jeunesse à s'investir davantage dans (et pour) la société, par le biais des votations, de la politique, et du bénévolat.

La politique? «Ringard»

Comment? «Nous avons plusieurs idées. Nous ne savons pas encore sous quelle forme mais nous aimerions nous rendre dans des gymnases ou des écoles professionnelles proposer des débats, ou autre chose. Ce que nous souhaitons, c'est d'aller vers les jeunes,

leur montrer que la politique n'est pas toujours barbant, pas toujours inutile. Nous voulons leur montrer qu'ils peuvent vraiment avoir un impact sur la société, contrairement à ce qu'on peut souvent leur laisser penser», avance Romain Pilloud.



«Il y a un réel désintérêt chez les jeunes de moins de 25 ans»

ROMAIN PILLOUD

Président des Jeunes UDC fribourgeois, Anthony Marchand approuve: «Je l'ai constaté quand j'étais au gymnase: la politique, ils trouvent ça «ringard». Les jeunes ne se sentent pas concernés. Et ne se rendent pas compte de l'impact des décisions sur leur avenir. Il faut justement leur montrer ce lien. Leur parler en termes concrets. C'est ça qu'ils comprennent.»

Un objectif commun

L'ARPEC a été créée par des jeunes partisans comme des non-partisans. Le vote du 9 février, où 50,34% des votants ont dit oui à l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse, a-t-il été le déclic? «Non, c'est une idée que nous avions déjà eue avant. D'ailleurs, il y a de Jeunes UDC parmi ceux qui ont créé l'ARPEC, aux côtés d'autres jeunes de tous bords issus du POP, de Solidarités, des libéraux-radicaux, des démocrates-chrétiens, des Verts, du PBD. S'il y a un sujet qui ne nous divise pas, c'est bien l'implication de manière générale. C'est notre objectif commun, assure Romain Pilloud. Mais c'est vrai que le 9 février a accéléré les choses. Surtout quand on voit les conséquences directes pour les jeunes. Au pre-

mier regard, peut-être que cette votation ne leur paraissait pas importante. Aujourd'hui ils s'indignent du résultat. Le programme Erasmus est gelé.»

Pour Brice Touilloux, vice-président de la Jeunesse socialiste genevoise, c'est aussi un fait: le 9 février a joué l'effet d'un électrochoc. «Avant, certains jeunes militaient au sein de petits groupes. Depuis, ils veulent agir au-delà. C'est ce que je constate. Je peux comprendre: moi-même j'ai rejoint le PS après une énième initiative contre l'avortement. Penser dans mon coin ne me suffisait plus.»

Une réelle inquiétude

Depuis le 9 février, les réseaux sociaux, Facebook notamment, voient surgir de nouveaux mouvements. Comme «Génération9février», collectif suisse regroupant des jeunes progressistes, ouverts sur le monde et favorables à un rapprochement avec l'Europe. Ou encore «Nous sommes les 49,7%», qui demandent de présenter rapidement des solutions. «Ces mouvements s'indignent de la situation après le vote et veulent faire changer les choses, remarque Romain Pilloud. Oui, il y a une réelle inquiétude. Mais cette inquiétude n'est pas uniquement présente en Suisse. Quand on voit ce qui se passe en Europe, ou dans le monde, on voit beaucoup de mouvements qui se créent après-coup. C'est très positif, mais on peut se poser la question: n'arrive-t-on pas toujours après la tempête? C'est avant qu'il faille agir. Et j'ai peur que cela ne fasse que se répéter.»

Une bonne nouvelle toutefois, et elle vient de Genève: «Alors que les 24-25 ans se désintéressent de la politique, ce n'est pas le cas des 16-20 ans», évoque Brice Touilloux. «Cette catégorie commence à représenter la majorité de nos membres!»

TROIS QUESTIONS À...

Georg Lutz, politologue



> **Chef de section de recherche à la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales, et professeur associé à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne, le politologue livre son analyse.**

1. Les jeunes participent-ils moins à la chose publique?

C'est quelque chose qu'on voit systématiquement, et pas seulement en Suisse: il y a un lien fort entre la participation et l'âge. Plus on est âgé, et plus il y a des probabilités que l'on se rende aux urnes. En général, chez les jeunes de 18 à 25 ans, la participation est de 10 à 20% plus bas que la moyenne. Ils ont d'autres préoccupations. La politique reste parfois trop abstraite pour eux.

2. Que faire pour y remédier?

Il y a deux moyens qui permettraient d'augmenter la participation. Et ça ne concerne pas que les jeunes. Première possibilité: déclarer le vote obligatoire, et infliger une petite amende à ceux qui ne votent pas. Deuxième possibilité: diminuer le nombre de choix.

3. Ce qui veut dire qu'en Suisse, on vote trop...

Oui, il y a un lien assez fort. En Suisse la participation est en moyenne beaucoup plus faible que dans d'autres pays, exception faite des Etats-Unis. Il y a d'une part trop de scrutins. On vote quatre fois par an sur des enjeux à tous les niveaux. C'est beaucoup. D'autre part, d'une manière générale, beaucoup se disent que s'ils ne participent pas, ça ne ferait pas une grande différence aux résultats finaux. Le problème, c'est qu'il y a tout simplement plein de gens qui ne s'intéressent pas à la politique. Sur une participation de 50%, on ne compte que 20 à 30% de personnes qui votent tout le temps.

PROPOS RECUEILLIS PAR KP

SEMAINE PROCHAINE

CHASSEURS DE CRIMES

L'association Trial, basée à Genève, traque les criminels de guerre de passage ou résidant en Suisse. Ses enquêtes complexes débouchent parfois sur des succès.

Histoire vivante

Du lundi au vendredi de 20 à 21h



Radio Télévision Suisse

Dimanche 21 h 05

Lundi 23 h 55

Le site Helpline Blocher a déjà reçu 900 lettres

Christoph Blocher dit avoir reçu quelque 120 mails mercredi après l'action lancée par la Jeunesse socialiste vaudoise pour inciter les étudiants à lui écrire. D'après le stratège de l'UDC, «seuls deux étudiants romands pourraient présenter des cas un peu crédibles».

«On voit que les Jeunes socialistes ont du temps à perdre!», déclare Christoph Blocher dans une interview parue hier dans «Le Temps». Christoph Blocher reproche à ces derniers de «solliciter» et de «piloter» ces messages. Il déplore également le fait que la plupart des mails «restent vagues, peu concrets». «Je suis toujours à la recherche d'étudiants qui seraient réellement pénalisés par l'acceptation, le 9 février, de notre initiative contre

l'immigration de masse. Pour l'instant, un cas alémanique, d'un jeune qui voulait étudier l'histoire de l'art aux Pays-Bas, a attiré mon attention», confie Christoph Blocher.

Le conseiller national UDC dit prendre ces cas «au sérieux». Même si, selon lui, «la plupart des étudiants s'insurgent alors qu'ils n'ont même pas fait de demande de programme d'échange entre universités». Et d'ajouter: «Je répondrai à des étudiants romands si des cas s'avèrent vraiment problématiques.» Les messages lui ont été adressés via le site lancé mercredi par la Jeunesse socialiste vaudoise, baptisé Helpline Blocher. La JSV a décidé de prendre ce dernier au mot quand il a affirmé qu'un

étudiant qui connaîtrait des problèmes après le vote du 9 février pouvait lui écrire pour obtenir de l'aide.

Christophe Blocher assure qu'«Erasmus+ a été gelé déjà avant la votation, pour des questions financières. Tout d'un coup Bruxelles a exigé une participation à hauteur de 600 millions de francs, au lieu des 300 évalués par le parlement pour sept ans», commente le stratège de l'UDC. «C'est cela qui bloque. Rien à voir avec la votation», ajoute-t-il. Faux! Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a bien confirmé mercredi à la radio alémanique SRF avoir reçu avant la votation une demande de l'UE exigeant plus de moyens de la Suisse que le montant décidé par les Chambres fédérales. «Mais non, les négoc-

iations concernant la participation suisse à Erasmus+ n'étaient pas gelées avant le 9 février», affirme Martin Fischer, responsable de la communication au Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

Du côté de la JSV, les propos de Christoph Blocher font sourire. «Il parle de deux cas concrets, alors que tous les messages que nous lui avons envoyés sont des cas sérieux, dont près de 30% émanent de jeunes chercheurs qui se retrouvent privés de fonds», indique Julien Rilliet, porte-parole. Quoi qu'il en soit, le site fait un carton: «Nous n'arrivons pas à suivre! Nous avons déjà reçu 900 lettres, mais n'en avons publié que 200.» ATS/KP